Risques et facteurs de résilience du Sénégal face à la Covid-19

Le point de vue de la société civile

Les services essentiels et la gestion des territoires



De nombreux impacts de la crise sur les services essentiels : les populations vulnérables sont les plus touchées

Les services dits essentiels tels que l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène, l'énergie, la gestion des déchets, la mobilité, ou encore les transports ont été fortement impactés par la crise Covid-19 au Sénégal. Déjà confrontés à des tensions structurelles (faibles taux d'accès ou problème de qualité), certains services essentiels ont été paralysés. C'est notamment le cas des transports collectifs, insuffisants et souvent surchargés qui ont été pour certains suspendus (transports interurbains), pour d'autres ont connu des restrictions importantes (transports urbains limitant le nombre de passagers et les horaires de circulation) du fait de l'état d'urgence.

Les usagers les plus vulnérables ont été les plus impactés et la limitation de certains services essentiels comme les transports collectifs a surtout été ressentie par les populations les plus pauvres qui utilisent les transports en communs, et les plus enclavées, celles vivant en milieu rural.

On note également la chute brutale des revenus de milliers de travailleurs informels employés directement et indirectement dans les services essentiels (taxis officiels ou informels, livreurs d'eau, etc.) et qui verront leur pouvoir d'achat érodé pour longtemps après la levée de l'état d'urgence.

L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et l'hygiène est nécessaire pour l'application d'une des principales mesures barrières (lavage des mains) et garantir la salubrité des espaces privés et publics. Néanmoins les impacts économiques et sociaux de la crise ont pu entraîner des difficultés à payer leurs factures par les usagers pauvres, et le fonctionnement des entreprises publiques et privées de fourniture de services a été perturbé par la crise. Des efforts ont donc été consentis pour assurer une continuité l'eau potable dans certaines zones (déploiement de citernes) et la tranche sociale du tarif de l'eau a été prise en charge par l'Etat en milieu urbain.

La progression en termes de taux de couverture, de qualité et de disponibilité du service dans les secteurs clé de l'eau ou de l'assainissement, a été ralentie par les freins qu'ont connus les travaux d'extension et de maintenance des infrastructures. La question de la prise en charge des surcoûts de gestion liées aux mesures d'hygiène renforcées à respecter nécessairement dans certaines infrastructures de base (points d'eau, latrines publiques, etc.) se pose également. Néanmoins cette crise pourrait également avoir pour impact « positif » de

rappeler la nécessité d'investir dans l'hygiène et la salubrité, et donc de canaliser plus d'investissements sur le secteur eau-assainissement des eaux usées et dans une moindre mesure, gestion des déchets solides.

Les spécificités des populations les plus vulnérables ne sont pas toujours bien intégrées aux réponses des pouvoirs publics. Par exemple, 10 familles pauvres se partageant un même compteur d'eau ne bénéficieront pas de la gratuité de la tranche sociale. Par ailleurs, l'approvisionnement par camion citernes en milieu rural, bien que nécessaire, a souvent été réalisé sans aucune prise en compte des mesures barrières et sans mesures de sensibilisation tout en favorisant les rassemblements, augmentant le risque de contamination par contact entre usagers.

Les mesures de restriction ont été mises en place par l'Etat de manière non différenciée selon les territoires, ne laissant pas de possibilités d'adaptation aux acteurs locaux (collectivités territoriales, communautés, associations), alors que le virus ne s'est pas propagé de la même façon ni au même rythme selon les densités de population (centres urbains versus zones rurales). Ainsi près de la moitié des départements n'ont pas ou très peu connu de cas de personnes infectées par la Covid-19 mais ont pourtant souffert comme les autres des restrictions concernant les transports collectifs.

On a pu noter, en réaction aux contraintes économiques et sociales posées par l'état d'urgence, des formes de résistance et l'expression d'une certaine défiance vis-à-vis de l'autorité de l'Etat, par exemple lors de manifestations violentes pour la reprise des transports, la levée du couvre-feu et de l'interdiction de se rassembler pour la prière dans les églises et mosquées.

FOCUS : l'enjeu de renforcer les approches différenciées et multi-acteurs pour la gestion de crise

La gestion de cette crise rappelle qu'il est important d'associer et de **responsabiliser les Collectivités Territoriales pour des réponses qui soient adaptées aux différents contextes**. La crise Covid-19 met ainsi en évidence les enjeux d'associer tous les acteurs, y compris les populations, aux scénarios de gestion de crise, d'intégrer des approches localisées, d'établir des règles de gestion des mesures connexes (distribution de vivres, de matériels, tarifs sociaux, etc.) dans la transparence.

La mise en place de **comités multi-acteurs mobilisés dans l'évaluation des risques dans leurs communautés et sur leurs territoires**, ainsi que dans la recherche de solutions est une innovation à encourager.

Améliorer durablement les services essentiels pour renforcer la résilience du Sénégal

La crise peut être un effet levier dans l'amélioration de la couverture et la qualité des services essentiels si elle permet une mobilisation massive de moyens ou si elle permet d'adopter et de maintenir des mesures appropriées. Dans chaque secteur les pistes d'amélioration sont nombreuses :

EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

- Promotion de branchements dans les bâtiments et espaces publics qui sont des espaces de propagation des virus (écoles, mosquées, centres-postes-cases de santé, bibliothèques, marchés, complexes sportifs, etc.);
- Amélioration du taux d'accès en eau potable et en assainissement « gérés en toute sécurité » notamment en milieu rural pour réduire les risques de propagation de maladies ;
- Garantir la continuité dans l'accès aux services essentiels, en quantité suffisante

HYGIENE

- Renforcement et promotion des bonnes pratiques en matière d'hygiène à travers des campagnes intensives sur les gestes barrières et plus largement les changements de comportements ;
- Accompagnement des innovations locales à faible coût comme les dispositifs de lavage des mains ;
- Renforcement du nettoyage des marchés, qui sont des lieux de transmission à risque, en responsabilisant davantage les collectivités territoriales et en mobilisant des moyens importants.

ENERGIE

- Transition vers des services énergétiques renouvelables locaux, non polluants.



Foule de personne dans l'attente de départ des bus au Terminus Liberté 6

COMMUNICATION ET NUMERISATION DES SERVICES

- Accélération et renforcement du paiement par mobile ou internet des factures d'eau, d'électricité, sans frais supplémentaire : cela fait gagner du temps et limite les transports pour l'usager tout en accélérant le recouvrement pour l'opérateur.
- Renforcement et vulgarisation des plateformes d'échanges interactifs par internet tel que le télétravail et l'éducation en ligne.
- Réduction de la fracture numérique pour la connexion internet grand public.

TRANSPORT

- Mise en place de conditions sanitaires sécurisées durables dans les transports en commun urbains et interurbains

AMENAGEMENT

- Reconsidération de l'aménagement des espaces publics pour garantir la distanciation en particulier dans les marchés.

Installation solaire pour alimenter une laiterie dans le cadre du projet "PROGRES-Lait" de Enda Energie



Recommandations

Capitaliser sur les leçons apprises dans la gestion de crise pour renforcer la résilience des services essentiels et de la gestion des territoires et notamment :

- Anticiper les problèmes générés par des crises majeures avec des plans de contingence permettant d'assurer la continuer dans la gestion de crise.
- Impliquer les populations, en tant qu'acteurs et usagers des services essentiels, y compris les travailleurs informels pour identifier les adaptations et solutions collectives.
- Prendre en compte les spécificités de chaque territoire et des populations les plus vulnérables afin de garantir l'efficacité des mesures de prévention et protection.
- Accompagner effectivement les changements de comportements attendus, donc des "mentalités" en renforçant les ressources humaines et matérielles dans la sensibilisation de proximité.

Reconnaitre et mettre en œuvre le droit aux services essentiels pour tous

La crise souligne plus que jamais la nécessité de reconnaitre que l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'énergie et un milieu propre et libre de déchets, ainsi que les canaux de communication et l'internet, sont des droits incontournables qui doivent être accessibles à tous. Les approches marchandes pour la fourniture de ces services doivent ainsi être régulées pour assurer la qualité de service, sa durabilité et l'accessibilité pour tous.

Des mécanismes de solidarité (péréquation) doivent être systématisés : il s'agit par exemple de soutenir l'interdiction des coupures d'eau, d'électricité en cas d'impayés (quitte à mettre en place des mesures de restriction de débits par exemple), de subventionner des toilettes de qualité sur la base du principe « une maison, une latrine », ou encore d'imposer la couverture du réseau 3G dans des zones pauvres et peu peuplées et donc pas nécessairement économiquement intéressantes pour les opérateurs privés.

Décentraliser la planification et le suivi des services de base

L'analyse a fait ressortir à plusieurs reprises les limites d'une gestion de crise centralisée, avec des mesures uniformes sur tout le territoire, engendrant des difficultés potentiellement inutiles pour certaines populations vivant dans des zones épargnées, sans pour autant être capable de maitriser la diffusion du coronavirus dans les zones plus touchées. Ce retour d'expérience met en évidence la pertinence des approches territoriales pour tenir compte des spécificités de chaque contexte. Il s'agit à minima de mettre en place des mécanismes de prise en compte des enjeux locaux.

Mobiliser les acteurs à la base pour renforcer l'appropriation des mesures par la population.

Les difficultés à faire respecter certaines mesures et à faire accepter aux populations les contraintes nécessaires pour éviter la propagation de la Covid-19 montrent les limites d'une approche fondée sur des règles imposées du haut vers le bas. Une approche d'inclusion des usagers et des travailleurs des services de base aurait pu faciliter l'acceptation de règles partagées et la responsabilisation des populations. L'implication de la société civile dans la définition des réponses est susceptible de favoriser une meilleure appropriation. Il est néanmoins important de souligner la bonne acceptation des mesures de protection par les populations, telles que l'attention à ne pas surcharger les transports en commun, à partir du moment où elles étaient appliquées de manière claire et que la communication était faite.

Mettre en place à tous les niveaux territoriaux des processus de gestion de crise associant les parties prenantes, y compris les médias, la société civile, les usagers et les populations.

C'est dans de tels cadres que pourront se mettre en place les modes de gouvernance facilitant la coordination effective et la mobilisation de tous, permettant d'améliorer l'efficacité et l'efficience des dispositifs de gestion de crise majeure, en toute transparence.



Face au caractère majeur et inédit de la crise Covid 19, 65 organisations de la société civile présentes au Sénégal, qu'elles soient internationales et nationales, ont souhaité partager leurs réflexions et questionnements sur les impacts socio-économiques de la crise Covid-19 au Sénégal. Durant deux mois, des ateliers virtuels ont été organisés et animés par la Pfonque et des organisations volontaires sur 4 thématiques :

- Développement rural, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Services essentiels et la gestion des territoires
- Développement économique, employabilité et secteur informel
- Services sociaux de base et protection sociale

Ces notes sont le produit de cette dynamique collective et issues de réflexions à chaud dans un contexte en constante évolution. La Pfongue et l'ensemble des organisations impliquées souhaitent maintenant les partager avec tous les acteurs du développement au Sénégal.

Animation et rédaction







Contributions



































































































































Coordination









«La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.»